

Le gouvernement britannique affiche sa volonté de soutenir l'Open Source

Le Framablog en témoigne dans de nombreux récents articles, « ça bouge » en ce moment en Angleterre.



Dernier évènement en date en non des moindres, l'annonce d'un plan gouvernemental d'action en faveur de l'Open Source (que l'on aurait aimé traduire par « *Logiciel Libre* » mais c'eût été d'après nous en modifier le sens).

Ce document intitulé Open Source, Open Standards and Re-Use: Government Action Plan est actuellement entre les mains de notre équipe Framalang, mais en attendant voici comment il est évoqué sur le site de la BBC^[1].

Le gouvernement anglais soutient l'Open Source

UK government backs open source

25 février 2009 - BBC News

(Traduction Framalang : Vincent)

Le gouvernement anglais a déclaré qu'il allait accélérer l'utilisation de logiciels libres dans les services publics.

Tom Watson, MP (*Ndt : Membre du Parlement*), ministre de l'économie numérique, a déclaré que le logiciel libre serait considéré au même titre que le logiciel propriétaire, tel que Windows.

Le logiciel libre sera adopté « quand il apporte le meilleur rapport qualité/prix », a déclaré le gouvernement.

Il a ajouté que les services publics devraient autant que possible éviter d'être « enfermés dans des logiciels propriétaires ».

Les licences d'utilisation de logiciels libres sont généralement gratuites et adoptent des standards ouverts, et le code qui constitue les programmes peut être modifié sans crainte d'enfreindre les copyrights ou la propriété intellectuelle.

D'après certains représentants de l'industrie des logiciels libres, la migration depuis les *standards* propriétaires pourrait faire économiser à l'état 600 millions de £ (*NdT : environ 670 millions d'euros*) par an.

Simon Phipps, patron de la stratégie Open Source chez Sun Microsystems, a dit que la déclaration du gouvernement britannique faisait partie d'un « mouvement global » de reconnaissance de l'Open Source dans les gouvernements.

« Nous perdons une fortune dans le logiciel propriétaire car nous payons des licences et des promesses, et nous n'exigeons pas de valeur », a-t-il dit.

M. Phipps a dit que les écoles, les ministères et les services publics auraient une « liberté cruciale » à savoir s'ils allaient payer pour le support et la formation en utilisant les logiciels Open Source.

Le plan d'action du gouvernement pourrait voir une vague de logiciels libres déployés dans des domaines tels que les applications bureautiques (traitement de texte et tableurs), la gestion documentaires et les infrastructures de bases de données, la colonne vertébrale de nombreux systèmes informatiques importants.

Plus d'ampleur

Steve Shine, vice-président Europe de Ingres, un vendeur de support Open Source, a dit que le plan d'action du gouvernement avait plus d'ampleur que les politiques adoptées dans d'autres pays, car le plan était lié aux politiques d'approvisionnement des nouveaux logiciels pour les responsables TIC.

Il a déclaré que ce mouvement avait été en partie entamé suite à une série d'échecs retentissants de projets informatiques dans les dernières années, qui reposaient sur des logiciels propriétaires.

Il a dit : « L'Open Source peut aider à éviter de nombreux coûts cachés des logiciels propriétaires, comme ceux qui font que les organisations paient à nouveau des licences s'il veulent utiliser une option logicielle à la place d'une autre. Ceci est hors de propos dans le monde du logiciel libre. »

En annonçant son plan d'action en faveur de l'Open Source et des standards ouverts, le gouvernement a déclaré qu'il voulait :

- s'assurer que le gouvernement adopterait des standards ouverts et les utiliserait pour communiquer avec les citoyens et les entreprises qui auront adopté des solutions Open Source ;
- s'assurer que les solutions Open Source seraient considérées convenablement et, si elles apportaient la meilleure valeur, seraient sélectionnées comme solutions pour le gouvernement ;
- renforcer les compétences, l'expérience et les capacités au sein du gouvernement et des ses fournisseurs pour utiliser l'Open Source au mieux de son avantage ;
- implanter une culture Open Source du partage, de la ré-utilisation et du développement collaboratif entre le gouvernement et ses fournisseurs ;
- s'assurer que les intégrateurs systèmes et les fournisseurs de logiciels propriétaires démontreraient la même flexibilité et la capacité à réutiliser leurs solutions et produits, comme cela se fait dans le monde de l'Open Source.

Les ministères seront requis d'adopter les logiciels libres lorsqu'il « n'y a pas de différence significative de coût entre des produits Open Source ou non », à cause de sa « flexibilité intrinsèque ».

Vive réaction attendue

MM. Phipps et Shine pensent qu'on peut s'attendre à une vive réaction de la part des éditeurs de logiciels propriétaires.

« Je suis absolument certain qu'il y a eu des contacts significatifs entre les fournisseurs de logiciels propriétaires et des personnes haut-placées dans le gouvernement », a dit M. Shine.

M. Phippe a ajouté : « A court terme, les fournisseurs traditionnels vont baisser leurs prix, approcher de plus près leurs contacts et faire tout ce qu'ils peuvent

pour apparaître moins chers. Mais la vraie valeur ajoutée du logiciel libre vient de sa capacité à donner une nouvelle flexibilité aux utilisateurs. »

Il a dit que l'adoption généralisée de logiciels libres dans les services publics pourrait également avoir des implications sur les usages domestiques.

« C'est déjà en train d'arriver en Angleterre. Beaucoup de particuliers utilisent Firefox et OpenOffice.org. Cela devient non seulement acceptable mais attendu. »

Notes

[1] Crédit photo : Steve Punter (Creative Commons)